



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, VENDREDI, 28 JUIN 1889.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1799

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 28th JUNE, 1889.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1800

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, *Proc. Génl.* ATTENDU que Romuald St. Jacques, Eugène St. Jacques et Joseph Henri LeMaire St. Germain, éciers, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre dix-huit des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec,) dans et pour le diocèse catholique romain de SAINT-HYACINTHE, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du susdit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

A. R. ANGERS

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, *Atty. General.* WHEREAS, Romuald St. Jacques, Eugène St. Jacques and Joseph Henri LeMaire St. Germain, esquires, three of the duly appointed commissioners for the purposes of chapter eighteen of the Consolidated Statutes for Lower Canada, (chapter first of title ninth of the Revised Statutes of the province of Quebec,) in and for the Roman Catholic Diocese of SAINT HYACINTH, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their pro-

ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie de la paroisse de SAINT-DAMASE, dans le comté de SAINT-HYACINTHE, dans le dit diocèse catholique romain de SAINT-HYACINTHE, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de SAINT-DAMASE, et d'annexer à la paroisse de SAINT-MICHEL DE ROUGEMONT, dans le comté de ROUVILLE, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

" Tout le territoire comprenant les lots numéros depuis trois cent trois inclusivement (303), jusqu'à trois cent seize (316) aussi inclusivement dans le rang de la Caroline et les autres Nos. depuis trois cent dix-sept (317) inclusivement, jusqu'à trois cent trente-neuf (339) aussi inclusivement et depuis trois cent cinquante (350) inclusivement, jusqu'à quatre cent neuf (409) aussi inclusivement dans le rang des dix de Corbin et des vingt de Corbin, tels qu'ils sont portés et décrits actuellement sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Damase, lequel territoire est borné comme suit, savoir : Au nord et nord-est, par le numéro du cadastre trois cent deux (302), du rang de la Caroline et le No. cadastré trois cent quarante neuf (349), du rang de Corbin, dans la dite paroisse de Saint-Damase, à l'est et au sud-est, par la paroisse de Saint-Césaire, au sud-ouest et à l'ouest, par la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, au nord-ouest et au nord, par les rangs de Cordelia et de Sainte-Louise, dans la susdite paroisse de Saint-Damase.

La partie de Saint-Damase à être annexée à Saint-Michel de Rougemont, comprenant un territoire d'à peu près treize cent trente-huit (1338) arpents en superficie.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de SAINT-DAMASE, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de SAINT-DAMASE, et annexée à la paroisse de SAINT-MICHEL DE ROUGEMONT. Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de SAINT-DAMASE ci-dessus décrite sera détachée de la dite paroisse de SAINT-DAMASE et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-MICHEL DE ROUGEMONT. Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de SAINT-DAMASE, fera partie de la dite paroisse de SAINT-MICHEL DE ROUGEMONT, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AU GUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt neuf, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secrétaire.

2625

ceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of SAINT DAMASE, in the county of SAINT HYACINTH, in the said Roman Catholic diocese of SAINT HYACINTH, which they think most expedient to be detached from the said parish of SAINT DAMASE, and to be annexed to the parish of SAINT MICHEL DE ROUGEMONT, in the county of ROUVILLE, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

" All the territory comprising the lots numbers from three hundred and three inclusive (303), to three hundred and sixteen (316), also inclusive in the range of la Caroline, and the other Nos. from three hundred and seventeen (317) inclusive to three hundred and thirty nine (339), also inclusive and from three hundred and fifty (350) inclusive, to four hundred and nine (409) also inclusive, in the range des dix de Corbin and des vingt de Corbin, such as now known and described on the official plan and in the book of reference, of the cadastre for the said parish of Saint Damase, which territory is bounded as follows, to wit : to the north and north east, by the cadastral number three hundred and two (302) of the range of la Caroline, and by the cadastral number three hundred and forty nine (349), of the range of Corbin, in the said parish of Saint Damase, to the east and south east by the parish of Saint Césaire, to the south west and to the west, by the parish of Saint Michel de Rougemont ; to the north west and to the north by the ranges of Cordelia and Sainte Louise in the aforesaid parish of Saint Damase.

The portion of Saint Damase to be annexed to Saint Michel de Rougemont, comprises a territory of about thirteen hundred and thirty eight (1338) arpents, in superficies.

Now Know Ye, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINT DAMASE, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of SAINT DAMASE, and to be and remain annexed to the parish of SAINT MICHEL DE ROUGEMONT. And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of SAINT DAMASE above described to be detached from the said parish of SAINT DAMASE and to be and remain annexed to the said parish of SAINT MICHEL DE ROUGEMONT. And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINT DAMASE to be hereafter part of the said parish of SAINT MICHEL DE ROUGEMONT for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Act.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty nine, and in the fifty second year of Our Reign.

By command,

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secretary.

2626

CANADA,
Province of
Québec.
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour de JUIN prochain, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ÉTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le huitième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite province, en Notre cité de Québec, SAMEDI, le VINGTIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans notre dite Province, ce TRENTE ET UNIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne lacinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1693

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 avril 1889.

PRÉSENT :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'approuver le tarif suivant des honoraires des notaires, adopté par la chambre des notaires de la province de Québec, le 19 mai 1888, et ce en vertu des articles 3771 et 3772 des statuts refondus de cette province.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the EIGHTH day of JUNE next, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty-nine, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the eighth day of the month of June, one thousand eight hundred and eighty nine, at which time at Our city of Québec, you were held and constrained

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the TWENTIETH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this THIRTY FIRST day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand, eight hundred and eighty nine, and in the fifty second year of Our Reign.

By Command,

L. DELORME,

Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1694

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 25th April, 1889.

PRESENT :—The LIEUTENANT GOVERNOR, in Council.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, in Council has been pleased to sanction the following tariff of notarial fees, adopted by the Board of notaries of the Province of Québec, on the 19th May, 1888, and this in pursuance of articles 3771 and 3772 of the Revised Statutes of this Province.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

**TARIF DES HONORAIRES DES NOTAIRES
DE LA PROVINCE DE QUEBEC.**
ART. 1.

*Sur les actes de vente, promesses de vente, d'échange,
et de cession.*

La considération stipulée dans l'acte ou la valeur
des biens étant de :

1° \$100.00 ou moins, l'honoraire sera de	\$ 1 00
2° Au-dessus de \$100 et n'excédant pas \$200.00	1 50
3° Au-dessus de \$200 et n'excédant pas \$400.00	2 00
4° Au-dessus de \$400 et n'excédant pas 1000.00	3 00
5° Au-dessus de \$1,000 et n'excédant pas \$2,000	4 00
6° Au-dessus de \$2,000 et n'excédant pas \$3,000.00	5 00
7° Au-dessus de \$3,000 et n'excédant pas \$4,000.00	6 00
8° Au-dessus de \$4,000 et n'excédant pas \$6,000.00	7 00
9° Au-dessus de \$6,000 et n'excédant pas \$8,000.00	8 00
10° Au-dessus de \$8,000 et n'excédant pas \$10,000.00	10 00

Et au-dessus de \$10,000.00, un hono-
raire additionnel eu égard à la considéra-
tion, aux troubles et aux circonstances.

ART. 2.

Sur les actes d'obligations, transports, titres-nouveaux.

La considération stipulée dans l'acte étant de :

1° \$400.00 ou moins, l'honoraire sera de	\$ 1 50
2° Au-dessus de \$400 et n'excédant pas \$800.00	2 00
3° Au-dessus de \$800 et n'excédant pas \$2,000.00	3 00
4° Au-dessus de \$2,000 et n'excédant pas \$4,000.00	5 00
5° Au-dessus de \$4,000 et n'excédant pas \$8,000	7 00
6° Au-dessus de \$8,000 et n'excédant pas \$12,000.00	10 00

Et au-dessus de \$12,000.00, un honoraire
additionnel eu égard à la considération, aux
troubles et aux circonstances.

ART. 3.

Sur marchés et devis,

La considération stipulée dans l'acte étant de :

1° \$400.00 ou moins, l'honoraire sera de	\$ 2 50
2° Au-dessus de \$400 et n'excédant pas \$800.00	5 00
3° Au-dessus de \$800 et n'excédant pas \$2,000.00	6 00
4° Au-dessus de \$2,000.00 et n'excédant pas \$4,000.00	8 00
5° Au-dessus de \$4,000.00 et n'excédant pas \$6,000.00	10 00
6° Au-dessus de \$6,000.00 et n'excédant pas \$10,000.00	12 00

Et au-dessus de \$10,000.00, un honoraire
additionnel eu égard à la considération, aux
troubles et aux circonstances.

ART. 4.

Sur baux à loyer.

Le loyer annuel, quelque soit le terme ou la durée
du bail, ou la considération dans l'acte étant de :

1° \$100.00 ou moins, l'honoraire sera de	\$ 1 00
2° Au-dessus de \$100 et n'excédant pas \$400.00	1 50

**TARIFF OF NOTARIAL FEES IN THE
PROVINCE OF QUEBEC.**
ART. 1.

*For deed of sale, promise of sale, exchange and
assignment.*

When the amount stipulated in the deed or the
value of the property is the sum of

1° \$100.00 or less, the fee will be	\$ 1 00
2° Above \$100 but not exceeding \$200.00	1 50
3° Above \$200 but not exceeding \$400.00	2 00
4° Above \$400 but not exceeding \$1,000	3 00
5° Above \$1,000 but not exceeding \$2,000.00	4 00
6° Above \$2,000 but not exceeding \$3,000.00	5 00
7° Above \$3,000 but not exceeding \$4,000.00	6 00
8° Above \$4,000 but not exceeding \$6,000	7 00
9° Above \$6,000 but not exceeding \$8,000	8 00
10° Above \$8,000 but not exceeding \$10,000	10 00

And above \$10,000.00, an additional fee
according to the amount, trouble and cir-
cumstances.

ART. 2.

For obligations, transfer, renewal deeds.

When the amount stipulated in the deed is :

1° \$400.00 or less, the fee will be	\$ 1 50
2° Above \$400 but not exceeding \$800.00	2 00
3° Above \$800 but not exceeding \$2,000.00	3 00
4° Above \$2,000 but not exceeding \$4,000.00	5 00
5° Above \$4,000 but not exceeding \$8,000.00	7 00
6° Above \$8,000 but not exceeding \$12,000.00	10 00

And above \$12,000.00, an additional fee
according to the amount, trouble and cir-
cumstances.

ART. 3.

For contracts and specifications.

When the amount stipulated in the deed is :

1° \$400.00 or less, the fee will be	\$ 2 50
2° Above \$400.00 but not exceeding \$800.00	5 00
3° Above \$800 but not exceeding \$2,000.00	6 00
4° Above \$2,000.00 but not exceeding \$4,000.00	8 00
5° Above \$4,000.00 but not exceeding \$6,000.00	10 00
6° Above \$6,000.00 but not exceeding \$10,000.00	12 00

And above \$10,000.00, an additional fee
according to the amount, trouble and cir-
cumstances.

ART. 4.

Leases.

When the annual rent, whatever may be the condi-
tions or the length of the lease, or the amount
in the deed, is :

1° \$100.00 or less, the fee will be	\$ 1 00
2° Above \$100 but not exceeding \$400.00	1 50

3° Au-dessus de \$400 et n'excédant pas \$1,000.00.....	2 00
4° Au-dessus de \$1,000 et n'excédant pas \$2,000.00.....	3 00
5° Au-dessus de \$2,000 et n'excédant pas \$4,000.00.....	4 00
Et au-dessus de \$4,000.00, un honoraire additionnel eu égard à la considération, aux troubles et aux circonstances.	

ART. 5.

Baux à ferme.

Sur les Baux à ferme, l'honoraire sera de.....	\$2.00 à \$10 00
eu égard à la considération, aux troubles et aux circonstances.	

ART. 6.

Quittances et décharges.

La considération stipulée dans l'acte étant de :

1° \$400.00 ou moins, l'honoraire sera de	\$1 00
2° Au-dessus de \$400 et n'excédant pas \$1,000.00.....	2 00
3° Au-dessus de \$1,000 et n'excédant pas \$2,000.00.....	3 00
4° Au-dessus de \$2,000 et n'excédant pas \$4,000.00.....	4 00
5° Au-dessus de \$4,000 et n'excédant pas \$6,000.00.....	5 00
6° Au-dessus de \$6,000 et n'excédant pas \$8,000.00.....	6 00

Et au-dessus de \$8,000.00, un honoraire additionnel eu égard au montant payé, aux troubles et aux circonstances.

ART. 7.

Sur les actes de vente à constitution de vente, Baux emphytéotiques et autres actes de cette nature.

Les mêmes honoraires que ceux fixés par l'acte 3, en prenant en considération le capital que représente la rente ou redevance emphytéotique capitalisée à \$6 %.

ART. 8.

Sur les Testaments, Codicilles, Conventions matrimoniales et actes de Société.

Les honoraires pour les actes de cette nature seront de.....\$3.00 à \$50 00 suivant la valeur de la fortune ou succession du testateur, des avantages faites ou assurés par les conventions matrimoniales, ou l'étendue et la nature des affaires de la société.

ART. 9.

1° Sur actes de donation mobilière l'honoraire sera de.....\$2.00 à \$10 00 suivant la valeur des meubles ou le montant des créances ou sommes d'argent données.

2° Sur actes de donation d'immeubles, purs et simples, l'honoraire sera de \$3.00 à \$12 00 suivant la valeur des immeubles.

Et lorsqu'il y aura retention d'usufruit ou rente spécifique ou charge d'entretien, substitution ou autres conditions, il y aura un honoraire additionnel proportionné aux troubles et aux circonstances.

ART. 10.

Procurations.

Sur une procuration pour un objet spécial l'honoraire sera de\$1.50 à \$3 00

3° Above \$400 but not exceeding \$1,000.00.....	2 00
4° Above \$1,000 but not exceeding \$2,000.00.....	3 00
5° Above \$2,000 but not exceeding \$4,000.00.....	4 00
And above \$4,000.00, an additional fee according to the amount, trouble and circumstances.	

ART. 5.

Farm Leases.

For Farm Leases, the fee will be from \$2.00 to \$10 00 according to the amount trouble, and circumstances.

ART. 6.

Acquittances and discharges.

When the amount stipulated in the deed is :

1° \$400.00 or less the fee will be.....	\$ 1 00
2° Above \$400 but not exceeding \$1,000.00.....	2 00
3° Above \$1,000 but not exceeding \$2,000.00.....	3 00
4° Above \$2,000 but not exceeding \$4,000.00.....	4 00
5° Above \$4,000 but not exceeding \$6,000.00.....	5 00
6° Above \$6,000 but not exceeding \$8,000.00.....	6 00

And above \$8,000.00, an additional fee according to the amount paid, trouble and circumstances.

ART. 7.

For deeds of sale with constituted rents, emphyteutic Leases and other deeds of like nature.

The same fees as those stipulated in art. 3, taking for the amount the capital of the annuity or emphyteutic rent capitalized at \$6 %.

ART. 8.

For Wills, Codicils, marriage covenants and deeds of partnership.

The fees for deeds of this nature will be from.....\$3.00 to \$50 00 according to the value of the fortune or the succession of the testator, the advantages derived from the marriage covenants, or the extent and nature of the business of the partnership.

ART. 9.

1° For gifts of moveable property the fee will be from.....\$2.00 to \$10 00 according to the value of the moveables or amount due or sums of money given.

2° For a simple gift of immoveable property, the fee will be from.....\$3.00 to \$12 00 according to the value of immoveables.

And if there is reservation of usufruct or specific rent or condition of maintenance, substitution or other conditions, an additional fee according to the trouble and circumstances.

ART. 10.

Powers of Attorney.

For a power of attorney for a special purpose, the fee will be from.....\$1.50 to \$3 00

Sur une procuration générale, de.....	3 00
Sur révocation de procuration, de.....	1 50

For a general power of attorney.....	3 00
For revocation of general power or attorney.....	1 50

ART. 11.

Engagements, brevets et transports de brevets.

Sur un engagement d'apprenti, brevet et transport de brevet l'honoraire sera de \$1.00 à.....	\$2 00
---	--------

Apprenticeships, clerkships and transfers of the same.

For an apprenticeship, clerkship and transfer of same the fee will be from \$1.00 to.....	\$2 00
---	--------

ART. 12.

Significations, notifications, protêts et offres-réelles.

Sur les actes de significations et notification, protêts et procès-verbaux de signification (les protêts de billets et lettres de change exceptés) l'honoraire sera de.....	\$3.00 à \$12 00
selon les circonstances.	

Significations, notifications, protests and legal tenders.

For deeds acts or signification and notification, protests and official reports of signification (except protests of notes and bills of exchange) the fee will be from.....	\$3.00 to \$12 00
according to circumstances.	

ART. 13.

Transports d'assurance sur la vie.

1° Sur les actes de transport d'assurance sur la vie, l'honoraire sera de \$2.00 à \$4 00	
2° Sur les actes de notification de transport d'assurance, de.....	\$2.00 à \$3 00

Transfer of life insurance.

1° For deeds of transfer of life insurance the fee will be from....	\$2.00 to \$4 00
2° For deeds of notification of transfer of insurance from.....	\$2.00 to \$3 00

ART. 14.

Sur les actes de cautionnement, de délégation de paiement, de subrogation, contrats de gage, constitutions de rente viagère, acte d'indemnité et contre-lettres.

La considération stipulée dans l'acte étant de :	
1° \$100.00 ou moins, l'honoraire sera de	\$1 00
2° Au-dessus de \$100.00 et n'excédant pas \$400.00.....	2 00
3° Au-dessus de \$400 et n'excédant pas \$800.00.....	3 00
4° Au-dessus de \$800 et n'excédant pas \$2,000.00.....	4 00
5° Au-dessus de \$2,000 et n'excédant pas \$4,000.00.....	5 00
6° Au-dessus de \$4,000 et n'excédant pas \$8,000.00.....	6 00
Et au-dessus de \$8,000.00, un honoraire additionnel en égard à la considération, aux troubles et aux circonstances	

Deeds of suretyship, delegation of payment, subrogations, deeds of pledge, constitution of life rent, deeds of indemnification, deeds of defeasance (contre-lettres.)

When the amount stipulated in the deed is :	
1° \$100.00 or less, the fee will be.....	\$ 1 00
2° Above \$100 but not exceeding \$400.00.....	2 00
3° Above \$400 but not exceeding \$800.00.....	3 00
4° Above \$800 but not exceeding \$2,000.00.....	4 00
5° Above \$2,000 but not exceeding \$4,000.00.....	5 00
6° Above \$4,000 but not exceeding \$8,000.00.....	6 00
And above \$8,000.00, an additional fee according to the amount, trouble and circumstances.	

ART. 15.

Sur les actes de ratification, d'adhésion, d'acquiescement, de cession de rang d'hypothèque, de mainlevée, désistement, renonciation, déclaration et autres actes de cette espèce.

L'honoraire sera de.....	\$1 00 à \$5 00
suivant les circonstances.	

For deeds of ratification, confirmation, compliance, cession of priority of hypothecary claims, release, waiver, renunciation, declaration and others of a similar nature.

The fee will be from.....	\$1.00 to \$ 5 00
according to the circumstances.	

ART. 16.

1° Sur les actes de déclaration, de transmission de dépôts en banques et autres institutions financières l'honoraire sera de.....	\$3.00 à \$5 00
2° Sur les actes de déclaration, de transmission d'actions de banques et compagnies incorporées, de \$3.00 à	\$5 00

1° For deeds of declaration, of transmission of bank deposits and other financial institution, the fee will be from.....	\$3.00 to \$ 5 00
2° For deeds of declaration of transmission of bank stocks and incorporated companies, from .	\$3.00 to 5 00

ART. 17.

1° Sur les actes de notoriété purs et simples, l'honoraire sera de.....	\$ 2 50
2° Sur un acte de notoriété affectant des droits successifs ou autres intérêts graves.....	5 00

1° For simple deeds attesting a fact (acte de notoriété), the fee will be....	\$ 2 50
2° For a deed attesting a fact (acte de notoriété) affecting rights of succession or other important interests.....	5 00

ART. 18.

Actes de dépôt de pièces.

1° Sur les actes de dépôt de pièces, de...	\$ 1 50
2° Et un honoraire additionnel, de....	0 50
pour chaque attestation de pièces déposées.	

ART. 19.

Compromis, actes d'arbitrage, actes d'accord et transactions.

1° Sur les compromis, l'honoraire sera de.....	\$3.00 à \$ 15 00
suivant les troubles et les circonstances.	
2° Sur rapports d'arbitres, suivant l'importance de l'objet en litige et le trouble et les circonstances, de \$2.00 à.....	20 00

ART. 20.

Actes de composition, atermoiements et autres actes d'arrangement entre créancier et débiteur.

Le montant sur lequel le débiteur ou pour le paiement duquel il obtient du délai etc., étant de

1° \$5,000.00 ou moins, l'honoraire sera de.....	\$ 10 00
2° Au-dessus de \$5,000.00 il y aura un honoraire additionnel de \$1.00, eu égard à la considération, aux troubles et aux circonstances.	
3° Si le nombre des créanciers qui doivent signer l'acte est de plus de Dix, le notaire a droit, en sus de l'honoraire ci-dessus fixé, à un honoraire de \$1.00 pour la signature de chaque créancier en sus des dix premiers y compris la vacation ;	
4° Si le notaire reçoit instruction de convoquer une assemblée de créanciers, pour l'avis adressé à chaque créancier, pourvu que le nombre n'en soit pas plus de Dix, pour chaque avis, l'honoraire sera de...	0 50
5° Pour chaque avis additionnel.....	0 10
6° Si le notaire reçoit instruction d'assister à une assemblée de créanciers, pour chaque vacation, l'honoraire sera de.....	4 00

ART. 21.

Tutelles, Curatelles, Requête au tribunal, etc.

1° Sur les requêtes ou déclarations pour tutelle ou curatelle, l'honoraire sera de.....	\$3 00
2° Sur assemblée de parents devant notaire.....	5 00
3° Sur l'avis original convoquant l'assemblée.....	1 00
4° Sur chaque copie de cet avis.....	0 50
5° Si la tutelle a plus d'une cause, un honoraire additionnel de.....	2 00
6° Sur requête à la cour pour faire autoriser un tuteur ou curateur à faire certains actes autres que pour vendre par autorité de justice ou liciter un immeuble ou tous autres biens.....	5 00
7° Sur requête à la cour pour obtenir des lettres de bénéfice d'inventaire, pour autres fins analogues, de \$4.00 à.....	10 00
suivant le trouble et les circonstances.	
8° Pour préparer le cautionnement des héritiers bénéficiaires de.....	2 00
9° Pour rédaction des avis que doit donner l'héritier bénéficiaire, de.....	2 00

ART. 18.

Deeds of deposit.

1° For deeds of deposit, of.....	\$ 1 50
2° And an additional fee, of.....	0 50
for each attestation of deposit.	

ART. 19.

Deed of compromise and arbitration, deed of agreement and transactions.

1° For deeds of compromise the fee will be from.....	\$3.00 to \$ 15 00
according to the trouble and circumstances.	
2° For award of arbitrators, according to the importance of the object in transaction, trouble and circumstances, from.....	\$2.00 to 20 00

ART. 20.

Deeds of composition, and other deeds of settlement between creditor and debtor.

When the amount for which the debtor compounds or upon the payment of which he obtains delay is

1° \$5,000.00 or less, the fee will be....	\$ 10 00
2° Above \$5,000.00 an additional fee of \$1.00, according to the amount, trouble and circumstances.	
3° If the number of creditors who should sign the deed be more than Ten, the notary has a right in addition to the above fees to a fee of \$1.00 for each additional signature of creditors, over and above the first ten, including attendance.	
4° If the notary receives instructions to call a meeting of the creditors, for the notice to each creditor, provided the number does not exceed Ten, for each notice, the fee will be.....	0 50
5° For each additional notice.....	0 10
6° If the notary receives instructions to assist at the meeting of creditors for each sitting the fee will be..	4 00

ART. 21.

Tutorships, Curatorships, Petitions to the Court, etc.

1° For petitions or declarations for tutorships or curatorships, the fee will be.....	\$ 3 00
2° For family council before the notary.	5 00
3° For the original notice calling the meeting.....	\$ 1 00
4° Each copy of such notice.....	0 50
5° If the tutorship has more than one object, an additional fee of.....	2 00
6° For a petition to the Court to authorize a tutor or curator to do certain acts other than sales under judicial authority, licitation of an immovable or any other property.	5 00
7° For petition to the court to obtain an order for benefit of inventory for other similar purposes from \$4.00 to.....	10 00
according to the trouble and circumstances.	
8° For preparing the suretyship of the beneficiary heirs.....	2 00
9° For drawing up the notices to be given by the beneficiary heir....	2 00

10° Sur requête pour apposition des scellés, de.....	5 00
11° Sur requête pour levée des scellés, de.....	3 00

ART. 22.

Inventaires.

1° Pour préparer le préambule, l'honoraire sera de.....	\$10 00 à \$30 00
2° Pour chaque heure de vacation, soit au bureau du notaire, soit au domicile des parties, un honoraire additionnel de.....	4 00

ART. 23.

Ventes à l'enchère de meubles de succession, de faillites, etc.

1° Pour dresser le procès-verbal, l'honoraire sera de.....	\$5 00 à \$10 00
De plus pour chaque heure de vacation pour la vente.....	4 00

ART. 24.

Licitations et ventes par autorité de justice.

Pour le temps et troubles donnés aux procédés d'une licitation volontaire, comprenant requête, avis de parents, rapport d'experts, préparation du cahier des charges, l'honoraire, en sus de tous frais de voyage, déboursés et du coût du contrat qui ne devra pas être moins de.....	5 00
sera de.....	\$15 00 à \$30 00
De plus,	
1° 2 par cent sur les premiers \$4,000.00 ou fraction de \$4,000.00 du prix de chaque immeuble ;	
2° 1 par cent sur chaque mille piastres additionnelles ou fraction de \$1,000.00 jusqu'au montant de \$30,000.00, le notaire ne devant avoir droit à aucun honoraire sur tout excédant de.....	\$30,000 00
3° Pour la vente de parts de banques ou d'autres institutions financières, mêmes honoraires que sur les immeubles.	

ART. 25.

Actes de partage, liquidation, reddition d'comptes de tutelle, d'héritiers, industrielles et bénéficiaires, d'exécuteurs testamentaires, et mandataires.

1° Pour rédiger le préambule, ou l'exposé des faits, l'honoraire sera de.....	\$ 30 00
et pour chaque heure de vacation, un honoraire additionnel de.....	4 00

ART. 26.

Protêt maritimes, notes de protêts, prêts à la grosse, hypothèques sur vaisseaux en construction, contre-lettres à ventes de vaisseaux.

1° Sur la note de protêt, l'honoraire sera de.....	\$1.50 à \$ 5 00
2° Sur certificats de note de protêt de \$2.50 à.....	3 50
3° Sur protêts maritimes, extension de protêt, de.....	\$8.00 à 60 00
4° Sur rapports de visiteurs et arbitres, lorsqu'il s'agit de vaisseaux de \$5.00 à.....	10 00

10° For petition for affixing of seals.....	5 00
11° For petition for removal of seals....	3 00

ART. 22.

Inventories.

1° For preparing the preamble the fee will be.....	\$10 00 to \$ 30 00
2° For each hour of attendance at either the notary's office or the residence of parties an additional fee of.....	4 00

ART. 23.

Sales at auction of the movables of successions, insolvencies, etc.

1° For drawing up official report, the fee will be.....	\$5 00 to \$10 00
For each hour of attendance at the sale an additional fee of.....	4 00

ART. 24.

Licitations and sales under judicial authority.

For the time and trouble devoted to the proceedings of a voluntary licitation, comprising the petition notice to relatives, expert's report, preparing the list of charges, exclusive of all travelling expenses and disbursements and exclusive of the cost of the deed of sale for which the notary has right to and at least.....	5 00
the fee will be from.....	\$15 00 to \$30 00
In addition,	
1° 2 per cent on the first \$4,000.00 or fraction of \$4,000.00 of the price of each immovable ;	
2° 1 per cent on each additional thousand dollars or fraction of \$1,000.00 to the amount of \$30,000.00 no additional fee being allowed to the notary of any amount exceeding.....	\$30,000 00
3° For the sale of bank shares or other financial institutions, the fees will be the same as for immovables.	

ART. 25.

Deeds of partition, liquidation, rendering account of tutorship, of beneficiary, industrial, and of heirs, testamentary executors and mandataires.

1° For preparing the preamble or preliminary observations, the fee will be.....	\$10 00 to \$30 00
and for each hour of vacation, an additional fee of.....	4 00

ART. 26.

Maritime protests, notice of protests, bottomry bonds, mortgages on vessels in course of construction, counter-letters to sale of vessels.

1° For noting protests, the fee will be from.....	\$1.50 to \$ 5 00
2° For certificates of note of protest from.....	\$2.50 to 3 50
3° For maritime protests, extension of protest, from.....	\$8.00 to 60 00
4° For report of surveyor or arbitrator in maritime cases, from.....	\$5.00 to 10 00

- 5° Sur actes de prêt à la grosse, suivant le montant, de.....\$15.00 à 30 00
 6° Sur les actes d'hypothèque sur vaisseaux en construction, contre-lettres à vente de vaisseaux, mêmes honoraires que sur la vente d'immeubles.

ART. 27.

Déclarations pour les fins d'enregistrement.

- 1° Pour toute déclaration de décès ou autres déclarations et avis exigés par le code civil pour les fins d'enregistrement, l'honoraire sera de \$1.00 à \$ 3 00
 2° Pour chaque description d'immeuble, en sus de la première..... 0 50
 3° Sur déclaration faite en vertu du statut du Canada, 37 Victoria, chap. 37, si la déclaration a 200 mots ou moins..... 1 00
 4° Et pour chaque cent mots additionnel 0 50

ART. 28.

- Dans tous les actes quand le cas n'est pas autrement prévu par un autre article du présent tarif, le notaire a droit à un honoraire additionnel de..... 0 50
 Sur chaque désignation d'immeuble et de titres de créances, en sus de la première, sur chaque intervention et sur chaque transport d'assurance.

ART. 29.

Rapports de praticiens.

- 1° Pour rédaction de rapport de praticien, d'observations et renseignements, etc., l'honoraire sera de \$5.00 à..... \$20 00
 2° Si le temps employé excède 6 heures, un honoraire additionnel de..... 4 00 par heure.

ART. 30.

Expeditions, Copies, Extraits, Collations d'acte, assistances, voyages et transports du notaire.

Outre les honoraires ci-dessus pour les originaux des actes, tout notaire aura droit à

- 1° Pour les copies d'acte, à..... \$0 15
 Par cent mots et..... 0 50
 pour la collation et chaque certificats d'authenticité, aucune copie ne devant être de moins de \$1.00.
 2° Pour l'extrait authentique d'un acte délivré par le notaire, 30 centins par cent mots et 50 centins pour le certificat d'authenticité.
 3° Pour entendre les parties, examiner les titres, recevoir les instructions, etc., pour préparer un acte sommaire ou autre document, pour chaque heure employée à cette fin, \$1.00.
 4° Pour la recherche d'un acte, quand la date est donnée, 20 centins; pareille somme pour chaque année additionnelle n'excédant pas 5 ans, quand la date n'est pas donnée, et 10 centins pour chaque année en sus des cinq.
 5° Pour assister à la confection d'un testament, d'un codicile, d'un inventaire ou autre acte, le second notaire aura droit à \$2.00 pour la première heure et à \$1.00 par heure pour le reste du temps.
 6° Pour tous les autres cas, chaque fois qu'un notaire se rendra pour instrumenter ou se rendra et assistera à l'exécution d'un acte, hors de son étude, lorsque le temps employé n'excèdera pas une heure, il aura droit à un honoraire de \$1 00 et à \$1.00 pour chaque heure en sus, avec mêmes honoraires pour le temps de retour.

- 5° For bottomry bonds, according to the amount, from.....\$15.00 to 30 00
 6° For mortgage on vessels in course of construction, counter-letters to sale of vessels, the same fee as for the sale of immovables.

ART. 27.

Declaration required for registration &c.

- 1° For all declaration of death or other declaration, or notice required by the civil code for registration, the fee will be, from.....\$1.00 to \$ 3 00
 2° And for each description of an immovable in addition to the first..... 0 50
 3° For declaration made under and by virtue of the Statutes of Canada, 37 Victoria, chap. 37, of the same contains 200 words or less..... 1 00
 4° And for each 100 words in addition.. 0 50

ART. 28.

- In all deeds, when not otherwise provided for in the present tariff, the notary has the right to an additional fee of 0 50
 On each description of immovable property in addition to the first, and the same for each intervention and for each transfer of insurance.

ART. 29.

Reports of Practitioners.

- 1° For drawing of practitioner's report, observations and informations, &c., the fee will be \$5.00 to..... \$20 00
 2° If the time devoted exceeds 6 hours, an additional fee of..... 4 00 per hour.

ART. 30.

Expeditions, Copies, Extracts, Comparing Deeds attendance, travel and transfer of the notary.

In addition to the fees hereinabove mentioned for the original of deeds, each notary has the right to charge:

- 1° For all copies of deeds..... \$0 15
 Per 100 words and..... 0 50
 for comparing and each certificate of authenticity, no copy being less than \$1.00.
 2° For an authentic extract of a deed delivered by the notary, 30 cents per 100 words and 50 cents for the certificate of authenticity.
 3° For hearing the parties, examining titles, deeds and papers, receiving instructions, &c., preparing a deed, summary or other document, for each hour employed \$1.00.
 4° For the search of a deed when the date is given 20 cents, and a like sum for each additional year not exceeding 5 years, when the date is not given, and 10 cents for each additional year.
 5° For assisting at the execution of a will or a codicil, or of an inventory, the second notary has the right to \$2.00 for the first hour and \$1.00 per hour for the rest of the time.
 6° In all other cases whenever the notary attends in order to execute a deed, or attends for the purpose of any deed, out of his office, when the time employed does not exceed one hour, he has a right to \$1.00, and \$1.00 for each additional hour, with the same fees for time of return.

- 7° Si le tarif n'a pas déjà fixé un honoraire spécial, tout notaire aura droit à un honoraire de \$1.00 pour chaque assistance au bureau d'enregistrement, au palais de justice ou ailleurs, pour affaires professionnelles, lorsque le temps employé n'excédera pas une heure et lorsqu'il l'excédera \$1.00 pour chaque heure en sus.
- 8° Tout notaire qui, pour l'exécution d'un acte ou autres devoirs professionnels requis de lui, s'éloignera de son étude plus d'un quart de mille aura droit à des frais de voyage et à ses déboursés.
- 9° Tout notaire requis d'exercer sa profession la nuit aura droit à des honoraires et frais de voyage du double de ceux auxquels il aurait droit en instrumentant le jour ;
- 10° En sus des honoraires ci-dessus fixés, si le cas n'est pas autrement prévu par le tarif, le notaire aura droit à des honoraires à raison de ses soins, démarches, examen et étude de pièces, séances, conférences, vacations, correspondance, recherches, et du travail qu'il aura donné, ou à raison de la responsabilité exceptionnelle qu'il aura encourue et de l'importance de l'affaire qui lui aura été confiée.
- 11° Le présent tarif sera cité comme suit : Tarif des honoraires des notaires de la province de Québec de 1888 ;
- 12° Le présent tarif entrera en force conformément aux dispositions du code du notariat et le tarif adopté par la chambre des notaires le 20 mai 1881, demeurera alors suspendu pendant tout le temps que le présent tarif demeurera en force.

Le tout humblement soumis,

(Signé), L. O. HETU,

Président du comité spécial
pour préparer un tarif.

(Vraie copie, signé), J. B. DELAGE,
S. C. N.

(Vraie copie), GUSTAVE GRENIER,
G. C. E.

Avis public est par le présent donné que en vertu de la " loi corporative des compagnies à fonds social," des Lettres-Patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de juin courant, constituant en corporation Ménélaque Tremblay, écuyer, magistrat de district, de New-Carlisle, Jean-Baptiste Provost, marchand, et Achille F. Carrier, avocat, tous deux de la cité de Québec, William Lavery, avocat, Jacob U. Thompson, médecin, et Charles E. Fauleur, agent d'immeubles, ces trois derniers de la cité de Saint-Paul, dans les Etats-Unis d'Amérique, dans le but de construire un ou plusieurs hôtels à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, sous le nom de " La Compagnie d'Hôtel de New-Carlisle " avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000) divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt et unième jour de juin 1889.

CHS. A. ERN. GAGNON,

2623

Secrétaire.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ;

7° When there is no special fee already fixed by the tariff, each notary has the right to a fee of \$1.00 for each attendance at the registry office, at the court house, or elsewhere for professional business, when the time employed does not exceed one hour, and when it does, \$1.00 for each additional hour.

8° Whenever the notary, for the execution of a deed or other professional duty, has to go further than a quarter of a mile from his office, he has a right to travelling and other expenses.

9° When the notary is required to exercise his profession by night he shall have a right to double the amount of the fees allowed during the day and travelling expenses.

10° In addition to the fees above fixed, each notary has a right to professional fees according to his care, trouble, examination, reading of documents, sittings, conferences, vacations, correspondences, researches, and work which he may have done, or according to the exceptional responsibility he may have incurred in the course of the business, or finally according to the importance of the matter entrusted to him.

11° The present tariff will be cited as follows: tariff of notarial fees in the province of Quebec, of 1888.

12° The present tariff will enter into force in conformity with the provisions of the notarial code and the tariff adopted by the board of notaries on the 20th May, 1881, will remain then suspended during all the time the present tariff will remain in force.

The whole humbly submitted,

(Signed), L. O. HETU,

President of the special committee
for the preparation of a tariff.

(True copy, Signed), J. B. DELAGE,
S. B. N.

(True copy), GUSTAVE GRENIER,
C. E. C.

Public notice is hereby given that, under the " Joint stock companies incorporation Act ", Letters Patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June instant, incorporating Ménélaque Tremblay, esquire, district magistrate, of New-Carlisle, Jean-Baptiste Provost, merchant, and Achille F. Carrier, advocate, both of the city of Quebec ; William Lavery, solicitor, Jacob U. Thompson, doctor, and Charles E. Fauleur, real estate dealer, all three of the city of Saint Paul, in the United States of America, for the purpose of constructing one or many hotels at New Carlisle, in the county of Bonaventure, by the name of " La Compagnie d'Hôtel de New-Carlisle ", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000) divided into one hundred (100) shares of one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the Province of Quebec, this twenty first day of June, 1889.

CHS. A. ERN. GAGNON,

2624

Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the grant of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other

"incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession : ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés : et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2169

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la

municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height or the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for all other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2170

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition of any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Pri-

session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût

vate Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more th-

de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

" Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en précisant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. "

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. "

" Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs. "

2171

L. DELORME,
Greffier de l'Assemblée Législative

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 191.

Dame Onésime Boivin, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, épouse de Magloire Fournier, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, à ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le dit Magloire Fournier, devant la dite cour.

PARADIS & CHASSE,
Avocats de la Demanderesse.
2639

Saint-Jean, 25 juin 1889.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 271.

Ex-parte la Cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent ;

et

Dame Luce Perrault, veuve de feu Edouard R. Fabre, partie expropriée, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné à toutes personnes intéressées dans la distribution des deniers déposés entre les mains du soussigné, comme appartenant à la dite indemnitaire, par suite de l'expropriation de partie du lot portant le numéro 831 au plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, qu'elles devront produire leurs réclamations au bureau du soussigné, dans les quinze jours qui suivront la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle du Québec*.

A. B. LONGPRÉ,
Protonotaire.

Montréal, 24 juin 1889.

2655

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en conseil, par les requérants ci-après nommés en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, pour obtenir des lettres-patentes afin d'incorporer les dits requérants, et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

2172

L. DELORME,
Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 191.

Dame Onésime Boivin, of the parish of Saint-Alexandre, in the district of Iberville, wife of Magloire Fournier, of the same place, trader, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against the said Magloire Fournier, before the said court.

PARADIS & CHASSE,
Attorneys for Plaintiff.

Saint John's, P. Q., 25th June, 1889. 2640

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 271.

Ex-parte The city of Montreal, Petitioners in expropriation for the widening of Saint Lawrence street ;

and

Dame Luce Perrault, widow of the late Edouard R. Fabre, party expropriated, Indemnitaire.

Notice is hereby given to all parties who may be interested in the moneys deposited in the hands of the undersigned, as belonging to the said indemnitaire, in consequence of the expropriation of part of lot bearing number 831 on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the said city, to file their claims in the office of the undersigned, within fifteen days from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

A. B. LONGPRÉ,
Prothonotary.

Montreal, 24th June, 1889.

2656

Notice is hereby given that within one month after the last publication of the present notice, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, in council, by the applicants herein-after named, in virtue of the joint stock company's incorporation act, for letters patent constituting them, and such others as may hereafter may become shareholders in the company proposed to be created by such letters patent, a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° Le nom de la compagnie sera "La compagnie canadienne des conduites d'eau."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

A. L'exploitation des fonderies et ateliers de construction qui seront situés dans la cité des Trois-Rivières, ou dans tout autre endroit, et spécialement la fabrication des tuyaux en fonte et de tous appareils servant aux entreprises des conduites d'eau et de gaz.

B. L'obtention et l'exploitation de toutes entreprises et concession relatives au service des eaux et du gaz ou tous autres travaux métallurgiques.

C. La compagnie pourra construire des ateliers ou chantiers pour l'exécution de ses travaux ou acquérir des établissements, existant déjà dans la puissance du Canada ou à l'étranger s'y intéresser, les céder ou les apporter dans d'autres sociétés.

3° La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans la cité de Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

4° Le fond social de la dite compagnie sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000) divisé en cent cinquante actions de mille piastres (\$1,000) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit :

Henri Doat, de la ville de Liège, dans le Royaume de Belgique, directeur général de la compagnie générale des conduites d'eau ; Ludovic de la Vallée Poussin, de la cité de Montréal, ingénieur civil ; Moïse Schwob, du même lieu, marchand ; Charles H. A. Grant, du même lieu, marchand, et Georges Balcer, de la cité de Trois-Rivières, vice-consul de France.

Les premiers directeurs et directeurs provisoires de la compagnie seront les dits George Balcer, Charles H. A. Grant et Ludovic de la Vallée Poussin ; les dits Balcer et Grant, étant sujets britanniques et résidents au Canada.

MACMASTER & MCGIBBON,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 19 juin 1889. 2577 2

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

Vente d'effets non réclamés.

Il y aura vente d'effets non réclamés au dépôt du fret, Québec, mardi, le 1er jour d'août prochain, commençant à dix heures A. M.

Les catalogues peuvent être vus aux stations de chemin de fer, et au bureau de A. J. Maxham & Co., commissaires-priseurs, Québec.

D. POTTINGER, "Surintendant en chef.

Bureau du chemin de fer,
Moncton N. B., 14 juin 1889. 2607 2

District de Montréal—Cour Supérieure.

Dame Hermine St. Denis, épouse commune en biens de Théodore Delage, maître peintre, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Théodore Delage, maître peintre, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

J. J. BEAUCHAMP,

Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 18 juin 1889. 2529 2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Edwidge Boucher, épouse de Philippe Gélinas, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawenigan, district des Trois-Rivières, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Philippe Gélinas, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée

1° The proposed name of the company is "La compagnie canadienne des conduites d'eau."

2° The purposes for which incorporation is sought are :

A. The establishment and carrying on of metal foundries and workshops at the city of Three Rivers or elsewhere, and particularly the manufacture of cast iron pipes and all apparatus connected with water and gas works.

B. The procuring and carrying out of all undertakings and contracts relative to water-works and gas-works, and all kinds of casting and metal works.

C. The company shall have power to erect workshops or premises for the carrying on of its works and to acquire similar establishments already existing in the Dominion or elsewhere or to obtain interests therein and sell same or transfer same to other societies.

3° The chief place of business of the proposed company is to be in the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers.

4° The capital stock of the proposed company is to be one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), divided into one hundred and fifty shares of one thousand dollars each (\$1,000).

5° The names in full with the addresses and calling of the said applicants are as follows :

Henri Doat, of the town of Liège, in the Kingdom of Belgium, director general of the "Compagnie générale des conduites d'eau" ; Ludovic de la Vallée Poussin, of the city of Montréal, civil engineer ; Moïse Schwob, of the same place, merchant ; Charles H. A. Grant, of the same place, merchant ; and George Balcer, of the city of Three Rivers, vice-consul of France.

The first and provisional directors of the proposed company are to be : George Balcer, Chas. H. A. Grant and Ludovic de la Vallée Poussin ; the said Balcer and Grant, being british subjects residing in Canada.

MACMASTER & MCGIBBON,

Solicitors for Applicants.

Montreal, 19th June, 1889. 2578

INTERCOLONIAL RAILWAY.

Sale of unclaimed goods.

There will be a sale of unclaimed goods at the freight shed, Quebec, on Thursday, the 1st day of August next, commencing at ten A. M.

Catalogues can be seen at the Railway stations, and at the office of A. J. Maxham & Co. Auctioneers, Quebec.

D. POTTINGER, Chief superintendent.

Railway's Offices,
Moncton, N. B., 14th June, 1889. 2608

District of Montreal—Superior Court.

Dame Hermine St. Denis, wife common as to property of Théodore Delage, painter, of the city and district of Montréal, duly authorized to these present, Plaintiff ;

vs.

Théodore Delage, painter, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

J. J. BEAUCHAMP,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 18th June, 1889. 2530

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Dame Edwidge Boucher, wife of Philippe Gélinas, of the parish of Saint Boniface de Shawenigan, district of Three-Rivers, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Philippe Gélinas, Defendant.

An action in separation as to property has been

en cette cause, ce vingt-septième jour de mai courant.

DENONCOURT & HARNOIS,

Procureurs de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 27 mai 1889. 2183 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 947.

Dame Emily Brooke Keene, des cité et district de Montréal, épouse de George Wooley, meublier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs.

Le dit George Wooley, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SICOTTE & MURPHY,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 5 juin 1889. 2423 3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Marie Turcotte, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Thomas Bilodeau du même lieu, ancien marchand de chaussures et dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Thomas Bilodeau, de la cité de Québec, ancien marchand de chaussures, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le treize de juin courant.

ROBITAILLE, DE ST. GEORGES & ROY,

Procureurs de la Demanderesse.

Québec, 21 juin, 1889. 2613 2

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1975.

Howard Ranson, George Forbes, Henry H. Regan, Stewart J. Carter, tous de la cité et du district de Montréal, marchands et associés, et y faisant affaires comme tels sous les nom et raison de Ranson, Forbes & Cie., William R. Turner et Joshua C. Rose, tous deux du même lieu, aussi marchands et associés, et y faisant affaires comme tels sous les nom et raison de Turner, Rose & Cie., et John Calder, de Hamilton, dans la province d'Ontario, marchand et y faisant affaires sous le nom de John Calder & Cie.,

Demands ;

vs.

Abraham Jacobs, de la cité et du district de Montréal, Marchand, Défendeur.

Avis est par les préceptes donné aux créanciers de Hyman Vineberg et Israël Vineberg, tous deux ci-devant de la ville de Cornwall, dans la province d'Ontario, et faisant affaires au dit lieu de Cornwall et à Carleton Place, sous le nom de H. Vineberg Bros., qui n'ont pas déjà produit leurs réclamations, de produire leurs dites réclamations en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, au palais de justice, dans la cité de Montréal, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

A. B. LONGPRE,

Protonotaire C. S.

Greffier du Protonotaire, 17 juin 1889. 2615

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Thomas MacRae & Cie., de Cookshire et Sawyerville, P. Q., Faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du Code de Procédure Civile, que ce jour, je,

instituted in this cause, this twenty-seventh day of May instant.

DENONCOURT & HARNOIS,

Attorneys for the Plaintiff.

Three Rivers, 27th May, 1889. 2184

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 947.

Dame Emily Brooke Keene, of the city and district of Montreal, wife of George Wooley of the same place, upholsterer, duly authorized for these presents. Plaintiff ;

vs.

The said George Wooley, Defendant.
An action in separation as to property has, this day, been instituted herein.

SICOTTE & MURPHY,

Attorneys for Plaintiff.

Montréal, 5th June, 1889. 2424

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

Marie Turcotte, of the city of Quebec, wife commune en bien of Thomas Bilodeau, of the same place, ex shoe merchant, and duly authorized to ester en justice for the purpose of the presents, Plaintiff ;

vs.

Thomas Bilodeau, of the city of Quebec, ex shoe merchant, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause on the thirteenth June instant.

ROBITAILLE, DE ST. GEORGES & ROY,

Attorneys for the Plaintiff.

Quebec, 21st June, 1889. 2614

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1975

Howard Ranson, George Forbes, Henry H. Regan and Stewart J. Carter, all of the city and district of Montreal, merchants, and co-partners in trade, carrying on business there as such under the style and firm of Ranson, Forbes & Co., William R. Turner and Joshua C. Rose, both of the same place, also merchants and co-partners in trade, carrying on business there as such, under the style and firm of Turner, Rose & Co., and John Calder, of Hamilton, in the province of Ontario, merchant, carrying on business there as John Calder & Co., Plaintiffs ;

vs.

Abraham Jacobs, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

Notice is hereby given to the creditors of Hyman Vineberg and Israel Vineberg, late both of the town of Cornwall, in the province of Ontario, carrying on business at Cornwall, aforesaid and at Carleton Place, under the name of H. Vineberg Bros., who have not already filed their claims, to file them in this cause, in the office of the clerk of this court, at the court house, in the city of Montreal, in said district of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

A. B. LONGPRE,

Prothonotary S. C.

Prothonotary's office, 17th June, 1889. 2616

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

In the matter of Thomas MacRae & Co., of Cookshire and Sawyerville, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of Article 770 of the Code of Civil Procedure, that, on this day I

John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis dans cette affaire, abandonnés par eux pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, Bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

Daté à Montréal, ce 24^e jour de juin 1889.

JOHN McD. HAINS,
2643 Curateur.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de P. A. Morin, de Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 19^{ième} jour de juin 1889, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-Conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes,
Montréal, 21 juin 1889. 2619

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Gault Bros & Co., Demandeurs ;
vs.
Timothy Kenna, Défendeur ;
et

Andrew B. Stewart, Curateur.

Je, soussigné, Andrew B. Stewart, curateur dûment nommé aux biens du dit Timothy Kenna, défendeur, donne avis par le présent qu'un bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, conformément à l'article 772a, du Code de procédure civile, sujet à objection jusqu'au quinzième jour de juillet prochain et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de juin 1889.

A. B. STEWART,
2645 Curateur.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Kerr Piano Co., Faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable, dans notre bureau, le ou après le 14 juillet 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes,
Montréal, 28 juin 1889. 2651

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de F. A. Mathieu, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable, dans notre bureau, le ou après le 14 juillet 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes,
Montréal, 25 juin 1889. 2647

John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was, by order of the said Court, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said Insolvents in this matter, abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser Buildings, 43 Saint Sacrement street, Montreal, within a delay of thirty days.

Dated at Montreal, this 24th day of June, 1889.

JOHN McD. HAINS,
2644 Curator.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re P. A. Morin, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of June, 1889, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within a month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint-Curator.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes Sq.,
Montreal, 21st June, 1889. 2620

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Gault Bros & Co. Plaintiffs,

vs.
Timothy Kenna, Defendant,
and

Andrew B. Stewart, Curator.

I, the undersigned, Andrew B. Stewart, curator duly appointed to the property of the said Timothy Kenna, defendant, do hereby give notice that a dividend sheet has been prepared in this matter pursuant to article 772a of the Code of Civil Procedure, open to objection until the fifteenth day of July next, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Montreal, this 29th day of June 1889.

A. B. STEWART,
2646 Curator.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Kerr Piano Co., Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable, at our office, on or after 14th July, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint-Curator.

7, Place d'Armes Sq.,
Montreal, 28th June, 1889. 2652

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re F. A. Mathieu, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable, at our office, on or after 14th July, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Curator.

7, Place d'Armes, Sq.,
Montreal, 25th June, 1889. 2648

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Julien Martineau de Montréal,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable, dans notre bureau, le ou après le 14 juillet 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes,
Montréal, 28 juin 1889. 2653

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 189. }
Stewart & McDonald, Demandeurs ;

William Dieterle, vs. Défendeur.

Samuel C. Fatt, et Curateur.

Je, soussigné, Samuel C. Fatt, dûment nommé aux biens du dit William Dieterle, défendeur, donne avis par le présent qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, conformément à l'article 772a. du Code de procédure civile, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

SAMUEL C. FATT,
Curateur.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour de juin dix huit cent quatre-vingt-neuf.

Bâtisses Fraser,
43, rue St-Sacrement. 2641

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de R. Duckett & Cie., Failli.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable, dans notre bureau, le ou après le 15e jour de juillet 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes.
Montréal, 28 juin 1889. 2617

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. A. Tranquille, de Saint-Louis
de Gonzague, failli.

Un bordereau de dividendes a été préparé et sera payable, dans notre bureau, le ou après le 14 juillet 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes,
Montréal, 25 juin 1889. 2649

AVIS AUX CRÉANCIERS.

Dans l'affaire de William McCrudden, fils, marchand de chaussures, de Montréal, Failli.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Montréal, 24 juin 1889. 2629

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Julien Martineau, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable, at our office, on or after 14th July, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curator.

7, Place d'Armes Sq.,
Montreal, 28th June, 1889. 2654

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 189. }
Stewart & McDonald, Plaintiffs.

William Dieterle, vs. Defendant,

Samuel C. Fatt, and Curator.

I, the undersigned, Samuel C. Fatt, duly appointed to the property of the said William Dieterle, defendant, do hereby give notice that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772a of the Code of Civil Procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

SAMUEL C. FATT,
Curator.

Dated at Montreal, this twenty eighth day of June, eighteen hundred and eighty nine.

Fraser Buildings,
43, St. Sacramento St. 2642

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re R. Duckett, & Co., Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable, at our office, on or after 15th July, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Curator.

7, Place d'Armes Sq.,
Montreal, 28th June, 1889. 2618

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re J. A. Tranquille, of Saint Louis de
Gonzague, Insolvent.

A dividend has been prepared and will be payable, at our office, on or after 14th July, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curator.

7, Place d'Armes Sq.,
Montreal, 25th June, 1889. 2650

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of William McCrudden, jr, boot and shoe dealer, of Montreal, Insolvent.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Montreal, 24th June, 1889. 2630

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce. }
In re Eugène Dallaire, marchand, de la paroisse de
Sainte-Germaine du Lac Etchemin, en le dis-
trict de Beauce, Failli.
Je, soussigné, Thomas Lessard, notaire, ai été
nommé curateur aux biens du dit failli, par décision
de l'Hon. juge H. C. Pelletier, le 18 du courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire
leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de
trente jours.

THOMAS LESSARD,
Curateur.

Sainte-Marie, Beauce, 22 juin 1889. 2659

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St-François. }
Macfarlane Milling Co., Demanderesse ;
vs.

S. J. McDonald, Défendeur.
Avis est par le présent donné que, le vingt-
quatrième jour de juin 1889, par ordre de la cour,
nous avons été nommé curateur-conjoint des biens
du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre
bureau, No. 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous
un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateur-conjoint.

Sherbrooke, 25 juin 1889. 2621

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de John F. Hauver, de Montréal,
P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article
770 du Code de Procédure Civile, que ce jour, Je
John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié,
par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur
des biens et effets, meubles et immeubles du dit
failli dans cette affaire abandonnés par lui pour
le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par
le présent notifiés de produire leurs réclamations
devant moi dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43,
rue Saint Sacrement, Montréal, sous trente jours.

Date à Montréal, ce 21ème jour de juin 1889.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de John McLean et William McLean,
Faillis.

Par ordre de M. le juge Malhiot, une assemblée
des créanciers des susdits faillis aura lieu au Palais
de Justice, dans le village d'Aylmer, le sixième jour
de juillet prochain, à dix heures de l'avant-midi,
dans le but de nommer un syndic au lieu et place de
feu Alexandre Bourgeau.

FLEMMING, CHURCH & KENNEY,
Requérants.
Aylmer, 14 juin 1889. 2597 2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de Avery R. Reed, Failli.

Avis est par le présent donné que, le dix-septième
jour de juin courant, par ordre de la cour, je Henry
Miles, de Montréal, marchand, ai été dûment nommé
curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un
abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées entre les

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce. }
In re Eugène Dallaire, merchant, of the parish of
Saint Germain du Lac Etchemin, in the district
of Beauce, Insolvent.

I, the undersigned, Thomas Lessard, notary, have
been appointed curator to the estate of the said in-
solvent, by order of Hon. Judge H. C. Pelletier,
on the 18th instant.

The creditors of the said insolvent are requested
to file their claims at my office, within a delay of
thirty days.

THOMAS LESSARD,
Curator.
Sainte Marie, Beauce, 22nd June, 1889. 2660

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St. Francis. }
Macfarlane Milling Co., Plaintiff ;
vs.

S. J. McDonald, Defendant.

Notice is hereby given that, on the twenty-fourth
day of June, 1889, by order of the court, we were ap-
pointed joint curator to the estate of said Defen-
dant, who has made a judicial abandonment of all
his assets for the benefit of his creditors. Claims
must be filed at our office, number 125, Wellington
street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint Curator.

Sherbrooke, 25th June, 1889. 2622

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of John F. Hauver, of Montreal,
P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of article
770 of the code of civil procedure, that on this day,
I, John McD. Hains, of Montreal, chartered
accountant, was, by order of the said court, appointed
to be curator to the property and effects, real and
personal, of the said insolvent in this matter, aban-
doned by him for the benefit of his creditors, who
are hereby notified to file their claims with me, at
my office, Fraser Buildings, 43, Saint Sacrament
street, Montreal, within a delay of thirty days.

Dated at Montreal, this 21st day of June, 1889.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMEND- MENTS.

In re John McLean & William McLean,
Insolvents.

By order of Mr. Justice Malhiot, a meeting of the
creditors of the above named insolvents, will be
held at the Court House in the village of Aylmer,
on the sixth day of July next, at the hour of ten of
the clock in the forenoon, for the purpose of
appointing an assignee in the room and stead of the
late Alexander Bourgeau.

FLEMMING, CHURCH & KENNEY,
Petitioners.
Aylmer 14th June, 1889. 2598

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re Avery R. Reed, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the seventeenth
day of June instant, by order of the court, I Henry
Miles, of Montreal, merchant, was duly appointed
curator to the estate of the above named insolvent,
who has made a judicial abandonment of his assets
for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with the undersigned, at the

mais du soussigné, au bureau de Lyman, Sons & Co., 409 rue Saint-Paul, Montréal.

HENRY MILES,

Curateur.
2527 2

Montréal, 17 juin 1889.

office of Lyman, Sons & Co., 409 Saint-Paul street, Montreal, within one month.

HENRY MILES,

Curator.
2528

Montreal, 17th June, 1889.

Vente d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 1865.

Dans l'affaire de Charles Tellier, marchand, de Saint-Félix de Valois, failli.

Conformément à une ordonnance de la cour, en date du quatorze juin courant.

Le soussigné vendra par encan, au plus offrant et dernier enchérisseur, à la porte de l'église de Saint-Félix de Valois, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure P. M., l'immeuble ci-après faisant partie de l'actif de la dite faillite suivant les conditions qui seront là et alors mentionnées, savoir :

1° Un emplacement faisant partie du lot No. 95 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix de Valois—bâti d'une maison, d'un magasin et autres bâtisses,

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-Elizabeth, connue et désignée au plan et livre de renvoi du cadastre de la dite paroisse sous le No. 603, contenant vingt et un arpents en superficie.

Pour être vendus le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à la porte de l'église de Sainte-Elizabeth, à ONZE heures de l'avant-midi, aux conditions qui seront là et alors mentionnées.

ED. GUILBAULT,

Curateur.
2511 2

Joliette, 15 juin 1889.

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 1865.

In the matter of Charles Tellier, merchant, of Saint-Félix de Valois, insolvent.

In conformity with an order of the court, dated fourteenth June instant.

The undersigned will sell by auction to the last and highest bidder, at the church door of Saint-Félix de Valois, on the NINTH day of JULY next, at ONE o'clock P.M., the following immovable being part of the assets of the said insolvency according to the conditions to be there and then mentioned, to wit :

1° An emplacement being part of the lot No. 95, of the official cadastre of the parish of Saint-Félix de Valois—with a house, store and other buildings thereon erected.

2° A land situated in the parish of Saint Elizabeth, known and designated on the plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish under No. 603, containing twenty-one arpents in superficies.

To be sold at the church door of Saint Elizabeth, on the NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, according to the conditions to be there and then mentioned.

ED. GUILBAULT,

Curator.
2512

Joliette, 15th June, 1889.

Ventes par le Shérif—Joliette

Sheriff's Sales—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } **MICHEL SERAPHIN BOU-**
No. 1850. } **LET**, écuyer, médecin,
Demandeur; contre **EDOUARD GUILBAULT**,
Défendeur.

Deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le district de Joliette, connus et désignés sous les numéros deux cent quatre-vingt sept et deux cent quatre-vingt huit (287 et 288), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, dans les dites comté et district de Joliette.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, le HUITIEME

80m.2

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } **MICHEL SERAPHIN BOU-**
No. 1850. } **LET**, esq., physician, Plain-
tiff; against **EDOUARD GUILBAULT**, Defendant.

Two lots of land situated in the parish of Saint Charles Borromée, in the district of Joliette, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Charles Borromée, in the said county and district of Joliette, under numbers two hundred and eighty seven and two hundred and eighty eight, (287 and 288).

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, on the EIGHTH day of

jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 29 avril 1889. 1813 3
[Première publication, 4 mai 1889.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILLIAM HENRY PAR-**
No. 557. } **SONS**, de la cité de
Montréal, banquier et courtier d'échange, y faisant affaires comme tel sous les nom et raison de W. H. Parsons & Cie., Demandeur; contre les terres et tenements de THOMAS A. EVANS, des cité et district de Montréal, commerçant, Défendeur, dans laquelle cause Dme Emelie Berthelet, marchande publique, de la dite cité de Montréal, épouse duement séparée de biens de Emile Hector Charles Lionais, du même lieu, marchand, et par lui duement autorisée aux fins des présentes, et ce dernier afin d'autoriser et assister sa dite épouse, sont Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal; borné en front, par la rue Sherbrooke, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cent quatre-vingt (No. 180) du dit plan—avec les bâtisses dessus érigées

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de septembre prochain.

M. JACQUES VILBON,
Député Shérif,
Bureau du Shérif, du district de Montréal.
Montréal, 26 juin 1889. 2665
[Première publication, 28 juin 1889.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH EDOUARD**
No. 282. } **HOMIER**, gentilhomme,
HENRI BENJAMIN RAINVILLE, avocat, GASPARD ARCHAMBAULT, médecin, et JOSEPH EDMOND RENAUD, teneur de livres tous de la cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu JEAN-BAPTISTE HOMIER, en son vivant bourgeois, du même lieu, Demandeurs; contre les terres et tenements de JOSEPH LEFEBVRE, commerçant, du village de la Côte Saint-Louis, district de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé au village de la Côte Saint-Louis, de la contenance de cent huit pieds de front sur un arpent et demi de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise; tenant devant à la rue Carrière, derrière à la rue Berri, d'un côté à la

JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of July next.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 29th April, 1889. 1814
[First published, 4th May, 1889.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILLIAM HENRY PAR-**
No. 557. } **SONS**, of the city of
Montreal, banker and exchange broker, carrying on business there as such under the name and style of W. H. Parsons and Co., Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS A. EVANS, of the city and district of Montreal, trader, Defendant, in which cause Dame Emelie Berthelet, *marchande publique*, of the said city of Montreal, wife duly separated as to property of Emile Hector Charles Lionais, of the same place, merchant, and by him thereto duly authorized and the latter to authorize and assist his said wife herein were defendants.

A lot of land being and situate in Saint Lawrence ward of the city of Montreal, in the district of Montreal; bounded in front by Sherbrooke street, known and designated on the official plan and in the book of reference, under number one hundred and eighty (180) of the said plan—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of September next.

M. JACQUES VILBON,
Deputy Sheriff,
Sheriff's Office, of the district of Montreal.
Montreal, 26th June, 1889. 2666
[First published, 28th June, 1889.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH EDOUARD**
No. 282. } **HOMIER**, gentleman,
HENRI BENJAMIN RAINVILLE, advocate, GASPARD ARCHAMBAULT, physician, and JOSEPH EDMOND RENAUD, book-keeper, all of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors of the late JEAN-BAPTISTE HOMIER, in his lifetime, gentlemen, of the same place, Plaintiffs; against the lands and tenements of JOSEPH LEFEBVRE, trader, of the village of Côte Saint Louis, district of Montreal, Defendant.

A piece of land situated at the village of Côte Saint Louis, containing one hundred and eight feet in front, by one arpent and a half in depth, the whole more or less, without warranty of exact measurement; bounded in front by Carrière street, in

rue Saint-Michel et d'autre côté par les numéros officiels 210, 211, 212 et 213 ; lequel terrain est connu et désigné aux plan et dans le livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro deux cent quatorze (214)—avec une maison en pierre, une maison en bois lambrissée en briques, une cuisine, une grange et étable, un hangar et boucherie et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour D'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de septembre prochain.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Montréal, 26 juin 1889. Député Shérif. 2663
[Première publication, 28 juin 1889.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **CHARLES TRUDELLÉ**, de No. 2190, la cité de Québec, écuier, régistrateur ; contre **PIERRE ISAIE GIROUX**, de la cité de Québec, épicière, à savoir :

Le reste jusqu'au 1er mai 1909, du bail emphytéotique du lot No. 2498 du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, contenant 34 pieds de front sur la rue Champlain, sur 63 pieds de profondeur, mesure anglaise—avec bâties.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de septembre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 27 juin 1889. Shérif. 2695
[Première publication, 28 juin 1889.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

reir, by Berri Street, on one side by Saint Michel Street, and on the other side by the official numbers 210, 211, 212 and 213 ; which piece of land is known and designated on the official plan and in the book of reference, for the incorporated village of Côte Saint Louis, under number two hundred and fourteen (214)—with a stone house, a wooden house encased with bricks, a kitchen, a barn and stable a shed and a butcher's shop and other buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of September next.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Montreal, 26th June, 1889. Deputy Sheriff. 2664
[First published, 28th June, 1889.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **CHARLES TRUDELLÉ**, of No. 2190, the city of Québec, esquire, registrar ; against **PIERRE ISAIE GIROUX**, of the city of Québec, grocer, to wit :

The remainder until the 1st May, 1909, of the emphyteutic lease of the lot No. 2498 of the official cadastre for Champlain's ward, of the city of Québec, containing 34 feet in front on Champlain street, by 63 feet in depth, english measure—with buildings.

To be sold, at my office, in the city of Québec, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of September next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 27th June, 1889. Sheriff. 2696
[First published, 28th June, 1889.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du Comté d'Yamaska.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **E**MELIE DESAUTELS, De-
No. 563. } manderesse ; contre LOUIS
HEROUX, Défendeur.

Une portion de terre située sur la treizième concession de la paroisse de Saint-Pie de Déguire, contenant un arpent de front sur deux arpents de profondeur, prenant ensuite un arpent et demi de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis les deux diés arpents à aller au Ruisseau Pocasso, où elle borne par le bout nord-ouest ; bornée à l'autre bout par le chemin de front de la dite concession, par le côté nord-est à Antoine Laplante et au lot No. 346, et de l'autre côté au lot No. 344, laquelle portion de terre est décrite comme étant la partie sud-est du lot No. 345 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pie de Déguire.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pie de Déguire, le CINQUIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour du mois de juillet prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,

Sorel, 25 avril 1889.

[Première publication, 4 mai 1889.]

Shérif.

Sorel, 1765 3

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the county of Yamaska.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **E**MELIE DESAUTELS, Plain-
No. 563. } tiff ; against LOUIS HE-
ROUX, Defendant.

A portion of land situated on the thirteenth concession of the parish of Saint Pie de Deguire, containing one arpent in front by two arpents in depth, thence being one arpent and a half in front by the depth that there may be from the said two arpents to the Ruisseau Pocasso, when it ends at its north west extremity ; bounded at the other end by the front road of the said concession, on the north east side by Antoine Laplante and by lot No. 346, and on the other side by lot No. 344, which portion of land is described as being the south east part of lot No. 345 of the official cadastre for the parish of Saint Pie de Deguire.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Pie de Deguire, on the FIFTH day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of the month of July next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,

Sorel, 25th April, 1889.

[First published, 4th May, 1889.]

Sheriff.

Sorel, 1766

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **E**TIENNE BOIVIN, de la
No. 800. } paroisse Saint-Pierre et
Saint-Paul, dite Baie Saint-Paul, bourgeois rentier,
contre ; JEAN BAPTISTE BOUCHARD, du
même lieu, cultivateur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de la Baie Saint-Paul, dans la côte Saint-Gabriel, étant les lots Nos. 1383 et 1384 du cadastre officiel de la paroisse de la Baie Saint-Paul, mesurant en front deux arpents sur cinquante arpents de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées—circonstances et dépendances.

2° Une terre située susdite paroisse de la Baie Saint-Paul, Côte Saint-Joseph, étant les lots Nos. 1505, 1506 et 1507 du cadastre susdit, mesurant en superficie cent onze arpents—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de la Baie Saint-Paul, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de septembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,

Malbaie, 22 juin 1889.

[Première publication, 28 juin 1889.]

Shérif.

2633

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **E**TIENNE BOIVIN of the
No. 800. } parish Saint Pierre and
Saint Paul, said Baie Saint Paul gentleman rentier,
against JEAN BAPTISTE BOUCHARD, of the
same place, farmer, to wit :

1° A land situated in the parish of Baie Saint Paul, in Côte Saint Gabriel, being the lots Nos. 1383 and 1384 of the official cadastre for the parish of Baie Saint Paul, measuring in front two arpents by fifty arpents in depth, with the buildings thereon erected circumstances and dependencies.

2° A land situated in the aforesaid parish of Baie Saint Paul, Côte Saint Joseph, being the lots Nos. 1505, 1506 and 1507 of the aforesaid cadastre, measuring in superficies, one hundred and eleven arpents—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Baie Saint Paul, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of September next.

P. H. CIMON,

Sheriff's office,

Malbaie, 22nd June, 1889.

[First published, 28th June, 1889.]

sheriff.

2634

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, son tpar le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : **D**ANS une certaine cause où **JOHN WALLMAN**, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, était Demandeur ; et **AUSTIN SMITH**, ci-devant du canton de Eaton, dans le dit district, maintenant absent dans des lieux inconnus au Demandeur, était Défendeur, et François Lapointe, du dit canton de Eaton, et William Hunting, du canton d'Ascot, dans le dit district étaient tiers-saisis, à savoir :

Comme appartenant au dit François Lapointe.

La moitié ouest du lot numéro vingt-trois dans le premier rang des lots du dit canton de Eaton, contenant ou supposé contenir cent acres de terre, plus ou moins—ensemble avec le moulin à scie sus-érigé, et toutes les machines et gréments y appartenant, et autres bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans le village de Cookshire, dans le dit district de Saint-François, le **TRENTIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de septembre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 22 juin 1889. 2631
[Première publication, 28 juin 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Du District de Montréal.

Saint-François, à savoir : **L**E CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ANGUS McRAE**, du canton de Whitton, dans le district de Saint-François, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Ces lots ou morceaux de terre sis et situés dans le dit canton de Whitton, plus particulièrement connus et désignés comme lots numéros quarante-six et quarante-sept, dans le deuxième rang sud-ouest du dit canton de Whitton, contenant ensemble cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans le village de Cookshire, dans le dit district de Saint-François, le **CINQUIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour d'**août** prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 28 mai 1889. 2213 2
[Première publication, 1er juin 1889.]

Sheriff's Sales—St-Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next proceeding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : **I**N a certain cause where **JOHN WALLMAN**, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, was Plaintiff ; and **AUSTIN SMITH**, heretofore of the township of Eaton, in said district, now absent in parts unknown to Plaintiff, was Defendant, and François Lapointe of the said township of Eaton, and William Hunting, of the township of Ascot, in said district, were garnishees, to wit :

As belonging to the said François Lapointe.

The west half of the lot number twenty three in the first range of lots in the said township of Eaton, containing or supposed to contain one hundred acres of land, more or less—together with the saw-mill thereon erected, and all the machinery and fixtures therein contained and thereunto belonging, and other buildings and improvement thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district of Saint Francis, on the **THIRTIETH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of September.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 22nd June, 1889. 2632
[First Published, 28th June, 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

From the district of Montreal.

Saint Francis, to wit : **L**E CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, a body corporate and politic, having its place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ANGUS McRAE**, of the township of Whitton, in the district of Saint Francis, farmer, Defendant. to wit :

Those certain lots or parcels of land, situate and being in the said township of Whitton, more particularly known and distinguished as the lots numbers forty-six and forty-seven, in the second range south-west of the said township of Whitton, containing together one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, in the village of Cookshire, in said district of Saint Francis, on the **FIFTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of August next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 28th May, 1889. 2214
[First published, 1st June, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Court de Circuit dans et pour le comté de Richmond, à Danville.

Saint-François, à savoir : } **NAPOLEON DU FAULT**, du canton de Shipton, dans le comté de Richmond, dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de **FRANCOIS XAVIER LAVERTU**, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Le huitième nord-est du lot numéro treize dans le septième rang du dit canton de Shipton, moins un acre vendu à Joseph Lafrance ; borné au nord-est par un chemin suivant la ligne de concession, au sud-est par un chemin suivant la ligne de côté, au sud-ouest par la terre de Joseph C. Gale, junior, et au nord-ouest par le lot numéro quatorze, dans le dit septième rang, et le dit acre vendu au dit Lafrance, et contenant vingt-quatre acres, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'août prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 30 avril 1889. 1817 3
[Première publication, 4 mai 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court in and for the county of Richmond, at Danville.

Saint Francis, to wit : } **NAPOLEON DUFAULT**, of the township of Shipton, in the county of Richmond, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of **FRANCOIS XAVIER LAVERTU**, of the same place, Defendant, to wit :

The north east one eighth of lot number thirteen in the seventh range of the said township of Shipton, less one acre sold to Joseph Lafrance ; bounded on the north east by a road on the concession line, on the south east by a road on the side line, on the south west by the land of Joseph C. Gale, junior, and on the north west by lot number fourteen in the said seventh range and the said one acre sold to said Lafrance, and containing twenty four acres, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in said district, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of August next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 30th April, 1889. 1818
[First published, 4th May. 1889.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivieres

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de détruire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE ENCHERE.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivieres.
Trois-Rivieres, à savoir : } **LOUIS HENRI MINEAU**, Demandeur ;
No. 147. } **NEAU**, Demandeur ;
vs. **JEAN-BAPTISTE GERVAIS**, Défendeur ; et
LOUIS HENRI MINEAU, Adjudicataire.

1° Une portion de terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession de la Carrière côté nord-est, au lieu appelé Village des Côté, près du moulin des Dames, contenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes, savoir : en front, par le chemin Royal allant au Village Côté, en profondeur, partie au terrain du moulin et partie à la petite Rivière-du-Loup, d'un côté à Toussaint Picotte, et partie au terrain du moulin et de l'autre côté à George Carle, la dite portion de terre pouvant former quatre ou cinq arpents en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trois cent cinquante-sept (357), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé pour la dite paroisse de Saint-Ursule—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre situé en la même paroisse dans la même concession, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistre-

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; All oppositions *afin de détruire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE ENCHERE.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **LOUIS HENRI MINEAU**, Plaintiff ;
No. 147. } **NEAU**, Plaintiff ;
vs. **JEAN BAPTISTE GERVAIS**, Defendant, and
LOUIS HENRI MINEAU, Highest Bidder.

1° A portion of land situated in the parish of Saint Ursule, in the concession of la Carrière north east side, in the place called Village des Côté, in the vicinity of the mill des Dames, containing all the land enclosed within the following limits, to wit : in front by the Queen's road running to Village Côté, in depth partly by the land of the mill and partly by the petite Rivière du Loup, on one side by Toussaint Picotte and partly by the land of the mill, and on the other side by George Carle, the said portion of land forming about four or five arpents in superficies, more or less, now known and designated as forming part of lot number three hundred and fifty seven (357), on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Ursule—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° A piece of land situated in the same parish, in the same concession, known and designated on the official plan and in the book of reference of the

ment du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule, par les numéros trois cent cinquante-huit (358) et trois cent cinquante-neuf (359)—avec un moulin à farine, ses mouvements tournants et travaillants et autres bâties dessus érigés, circonstances et dépendances.

Pour être revendus à la folle enchère du dit adjudicataire, Louis Henri Mineau, à ses risques, perils et dommages intérêts, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin, le dit bref rapportable le douzième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 26 juin 1889. 2673
[Première publication, 28 juin, 1889.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Adj. 5759.

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Wotton.

Vente du lot 12, du rang B. faite à Liboire Gregoire.

Vente du lot 12, du rang C. faite à Marcellin Saint Cyr.

Vente du lot 13, du rang C. faite à Antoine Geoffroi.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Quebec, 19 juin 1889. 2693

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 162.

Dame Lucy Maria Cuttill, des cité et district de Montréal, épouse de Charles William Koppel, du même lieu, graveur, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

SELKIRK CROSS,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 19 juin 1889. 2677

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 278.

Dame Année Prince, du village de Larochelle, épouse de Calixte Hébert, du même lieu, boucher, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Calixte Hébert, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

A. T. PARE,
Procureur de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 24 juin 1889. 2661

registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Ursule, under number three hundred and fifty eight (358) and three hundred and fifty nine (359)—with a flour mill, its movings, turnings and workings and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be resold, à la folle enchère, of the said purchaser, Louis Henri Mineau, to his risks and perils and damages-interests at the church door of the parish of Saint Ursule, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon the said writ returnable on the twelfth day of August next.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Sheriff's office,
Three Rivers, 26th June 1889. 2674
[First published, 28th June 1889.]

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Adj. 5759.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the present notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township of Wotton.

Sale of lot 12, in B. range made to Liboire Gregoire.

Sale of lot 12, in C. range made to Marcellin Saint Cyr.

Sale of lot 13, in C. range made to Antoine Geoffroi.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 19th June, 1889. 2694

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 162.

Dame Lucy Maria Cuttill, of the city and district of Montreal, wife of Charles William Koppel, of the same place, engraver, and duly authorized, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

SELKIRK CROSS,

Atty. for Plaintiff.

Montreal, 19th June, 1889. 2678

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 278.

Dame Année Prince, of the village of Larochelle, wife of Calixte Hébert, of the same place, butcher, duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Calixte Hébert, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

A. T. PARE,
Attorney for Plaintiff.

Three Rivers, 24th June, 1889. 2662

Avis de Faillite

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 G. Bourgoin et al., Demandeurs ;

vs.

H. A. Belisle, Failli.
 Avis est par le présent donné que le dit Henri Avila Belisle, marchand de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dit district, a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire du district de Terrebonne.

Daté à Sainte-Scholastique ce vingt-quatrième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-neuf.

2679 L. DE G. PREVOST,
 Avocat des Demandeurs.

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No. 46.

Noé Raymond, marchand des cité et district de Saint-Hyacinthe, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de Raymond & frère,
 Requéant cession de biens ;
 et

Hélaric Bachand, de la paroisse de Saint-Césaire, dit district, Cédant.

Avis est par le présent donné, que le soussigné a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 26 juin 1-89.
 HELARIC BACHAND.

CHS. E. GAGNON,
 Procureur du Requéant. 2667

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re H. Samson, de Québec, Failli ;
 Je, soussigné, Docithé Arcand, courtier et liquidateur, ai été nommé curateur aux biens du dit H. Samson, par décision de l'Hon. Juge J. E. LaRue, en date du 26 juin 1889.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, à mon bureau, dans un délai de trente jours, à compter de la date du présent avis.

D. ARCAND,
 Curateur. 2675

Québec, 26 Juin 1889.

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de St. Hyacinthe. }
 No. 43.

In re R. S. Jacques, Failli ;
 et

J. O. Dion, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 13ième jour de juillet prochain 1889, après lequel les dividendes seront payables, à mon bureau No. 9, Rue Saint-Denis.

J. O. DION,
 Curateur. 2669
 Saint-Hyacinthe, 26 juin 1889.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 255.

Peter Scully, Demandeur ;

vs.

Peter John Scully, orfèvre et bijoutier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le dit Défendeur a fait, ce jour, au bureau du protonotaire, à Montréal, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers

ARCHIBALD, LYNCH & FOSTER,
 Avocats du Demandeur. 2685
 Montréal, 26 juin 1889.

Bankrupt Notice.

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 G. Bourgoin et al., Plaintiffs ;

vs.

H. A. Belisle, Insolvent.
 Notice is hereby given that the said Henri Avila Belisle, merchant, of the parish of Sainte Agathe des Monts, said district, has made, this day, an abandonment of his estate for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the district of Terrebonne.

Dated at Sainte Scholastique this twenty fourth day of June, one thousand eight hundred and eighty nine.

2680 L. DE G. PREVOST,
 Attorney for Plaintiffs.

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 46.

Noé Raymond, merchant, of the city and district of Saint Hyacinth and there doing business alone under the style of Raymond & brother,
 Petitioner for assignment ;
 and

Hélaric Bachand, of the parish of Saint Césaire, said district, Abandoner.

Notice is hereby given that the undersigned has made, this day, an abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of Saint Hyacinth.

Dated Saint Hyacinth, the 26th June 1889.
 HELARIC BACHAND.

CHS. E. GAGNON,
 Attorney for the Petitioner. 2668

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*

In re H. Samson, of Quebec, Insolvent.
 I, the undersigned, Docithé Arcand, broker and liquidator, have been appointed curator to the estate of the said H. Samson, by order of Hon Judge J. E. LaRue, on the 26th June, 1889.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly attested, at my office within a delay of thirty days from the date of the present notice.

D. ARCAND,
 Curator. 2676

Quebec, 26th June, 1889.

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of St-Hyacinth. }
 No. 43.

In re R. S. Jacques, Insolvent ;
 and

J. O. Dion, Curator.
 A first and final dividend has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 13th day of July next, 1889, after which date dividend will be payable, at my office, No. 9, Saint-Denis street.

J. O. DION,
 Curator. 2670
 Saint-Hyacinth, 26th June, 1889.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 255.

Peter Scully, Plaintiff ;

vs.

Peter John Scully, of the city and district of Montreal, watchmaker and jeweller, Defendant.

Notice is hereby given that the said Defendant has, this day, made, in the Prothonotary's Office, at Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARCHIBALD LYNCH & FOSTER,
 Attorneys of Plaintiff. 2668
 Montreal. 26th June, 1889.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 253.

Henry Morgan & Co., Demandeur ;

vs.

Dame Edith Matthews, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Herbert W. Jewitt, du même lieu, marchand publique, Défenderesse.

Avis est par les présentes donné que la dite défenderesse a fait, ce jour, au bureau du protonotaire à Montréal, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

ATWATER & MACKIE,
 Avocats des Demandeurs.

Montréal, 22 juin 1889. 2687

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No. 253.

Henry Morgan & Co., Plaintiff's ;

vs.

Dame Edith Matthews, of the city and district of Montréal, wife separated as to property of Hebert W. Jewitt, of the same place, marchande publique, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, in the protonotary's office at Montréal, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

ATWATER & MACKIE,
 Attorneys for said Plaintiffs.

Montreal, 22nd June, 1889. 2688

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 252.

The Crompton Corset Co., Demanderesse ;

vs.

Thomas James et Frederic James Claxton, marchands, des cité et district de Montréal, et y faisant affaire comme tels en société sous les nom et raison de "T. James Claxton Co.," Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que les dits défendeurs ont fait, ce jour, au bureau du protonotaire à Montréal, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

A. G. B. CLAXTON,
 Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 22 juin 1889. 2681

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No. 252.

The Crompton Corset Co., Plaintiff ;

vs.

Thomas James and Frederic James Claxton, both of the city and district of Montréal, merchants, and there carrying on business as such in copartnership under the name and firm of "T. James Claxton & Co.," Defendants.

Notice is hereby given that the said defendants have, this day, made, in the protonotary's office at Montréal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

A. G. B. CLAXTON,
 Attorney of said Plaintiff.

Montreal, 22nd June, 1889. 2682

Province de Québec, }
 District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Georges Warren, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende, sur réclamations privilégiées et autres, a été préparé et sera sujet à objection, au bureau du soussigné, jusqu'à jeudi, le 11ème jour de juillet prochain, après laquelle date les dividendes seront payés.

ELIE ANGERS,
 Curateur.

2691

Province of Quebec, }
 District of Saguenay. } *Superior Court.*

In re Georges Warren. Insolvent.

A first and final dividend sheet on privileged and unprivileged claims has been prepared, open to objection, at the office of the undersigned, until thursday, the 11th day of July next, after which dividends will be paid.

ELIE ANGERS,
 Curator.

2692

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re P. I. Boivin, failli.

Je, soussigné, Napoléon Matte, ai été nommé curateur aux biens du dit Paul Isaïe Boivin de Québec, par décision de l'honorable juge J. E. LaRue, en date du 26 juin 1889.

Les créanciers du dit Paul Isaïe Boivin sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

N. MATTE,
 Curateur.

113, rue Saint-Pierre,
 Basse-Ville, Québec,
 Québec, 26 juin 1889. 2689

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*

In re P. I. Boivin, insolvent.

I, the undersigned, Napoléon Matte, have been appointed curator to the estate of the said Paul Isaïe Boivin of Quebec, by order of the honorable judge J. E. LaRue on the 26th June, 1889.

The creditors of the said Paul Isaïe Boivin are requested to file their claims at my office, within a delay of thirty day from the date of the present notice.

N. MATTE,
 Curator.

113, Saint Peter street,
 Basse-Ville, Quebec,
 Quebec, 26th June, 1889. 2690

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No. 45.

Thibodeau, et al., Requérrants cession de biens ;

et

William Peatman, marchand, de la cité de Saint-Hyacinthe, Cédant.

Avis est par le présent donné que le dit W. Peatman a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 21 juin 1889.
 THIBODEAU, BELIVEAU & ARCHAMBAULT,
 Créanciers Requérrants.

Par FONTAINE, ST-JACQUES & FONTAINE,
 2671 Leurs Procureurs,

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 45.

Thibodeau, et al., Petitioners for Assignments ;

and

William Peatman, merchant, of the city of Saint Hyacinth, Abandoner.

Notice is hereby given that the said W. Peatman, has made, this day, an abandonment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the protonotary of the district of Saint Hyacinth.

Dated, Saint Hyacinth, this 21st June, 1889.
 THIBODEAU, BELIVEAU & ARCHAMBAULT,
 Creditors Petitioners.

By FONTAINE, ST-JACQUES & FONTAINE,
 2672 Their Attorneys.

Province de Québec,
District de Montréal. }
No. 254.

Cour Supérieure.

L. E. Morin,

Demandeur ;

vs.

Amédée Hardy, commerçant, des cité et district de
Montréal, et y faisant affaires seul sous le nom de
"A. Hardy & Cie." Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire à Montréal.

PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,
Avocats du dit Demandeur.

Montréal, 24 juin 1889.

2683

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 254.

Superior Court.

L. E. Morin,

Plaintiff ;

vs.

Amédée Hardy, of the city and district of Montreal, trader, and there doing business alone under the name of "A. Hardy & Cie." Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made in the Prothonotary's office at Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,
Attorneys of said Plaintiff.

Montreal, 24th June, 1889.

2684

Ventes d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

Province de Québec,
District de Terrebonne. }
No. 17.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de David Hambleton, de la ville de Lachute, manufacturier, Failli.

Conformément à un ordre de la dite Cour, en date du quatorzième (14) jour de juin courant, le soussigné vendra par encan au plus haut et dernier enchérisseur, au palais de justice, dans la dite ville de Lachute, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, étant partie de l'actif du dit failli, suivant les conditions qui seront alors connues, à savoir :

Cette étendue de terre située dans la dite ville de Lachute, connue et désignée comme lots numéros 1475, 1476, la partie est des lots 1478, 1479 et 1480 du plan du cadastre officiel et livre de renvoi de la paroisse de Saint Jerusalem d'Argenteuil ; bornée au sud-est par le lot numéro 1431 ou Avenue Princess, à l'ouest par le lot numéro 1477, au nord-ouest par le prolongement du dit lot 1477 de la ligne en arrière des lots numéros 1474, 1473 et 1472, et au nord-est par le lot 1474—avec une manufacture de bobines, maison et hangars et autres dépendances.

W. J. SIMPSON,

Curateur.

JOSEPH PATENAUE,
Commissaire Priseur.
Lachute, 24 juin 1889.

2637

Province of Quebec,
District of Terrebonne. }
No. 17.

Superior Court.

In the matter of David Hambleton, of the town of Lachute, manufacturer, Insolvent.

In conformity with an order of the said court, dated fourteenth (14) June instant, the undersigned will sell by auction to the highest and last bidder, at the court house, in the said town of Lachute, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, the following immoveable property, being part of the assets of the said insolvent, according to the conditions to be then and there made known, to wit :

That piece or parcel of land situate in the said town of Lachute known and described as lots numbers 1475, 1476, the eastern portion of lots 1478, 1479 and 1480 of the official cadastre plan and book of reference of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil ; bounded on the south east by lot number 1431 or Princess avenue, on the west by lot number 1477, on the north west by the prolongation of said lot 1477 of the rear line of lots numbers 1474, 1473 and 1472 and on the north east by lot number 1474—with a bobbin factory, house, sheds and other dependencies.

W. J. SIMPSON,

Curator.

JOSEPH PATENAUE,
Auctioner.
Lachute, 24th June, 1889.

2638

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, } ATTENDU que Paul Ernest
Proc. Gén. } Smith, Marcel Hubert

Chabot et Cyprien Labrègue, écuiers, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre dix-huit des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec,) dans et pour le diocèse catholique romain de QUÉBEC, dans notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du dit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, } WHEREAS Paul Ernest
Atty.-General. } Smith, Marcel Hubert

Chabot and Cyprien Labrègue, Esquire, three of the Commissioners duly appointed for the purposes of chapter eighteen of the Consolidated Statutes for Lower Canada, (chapter first of title ninth of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of QUÉBEC, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a procès-verbal of their

procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de SAINT-COME, dans le comté de BEAUCE, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

" Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Premièrement, dans le canton Linière la dite paroisse sera bornée au nord-ouest par la seigneurie Aubin Delisle ; au nord par le canton Watford ; au nord-est par les cantons Metgermette Nord et Metgermette Sud ; au sud-est et au sud-ouest par les lots numéros trente-cinq (35) exclusivement des rangs quatre et trois (IV et III) de Linière, par le lot numéro soixante-six (66) exclusivement du deuxième (II) rang du même canton, par la ligne séparant le premier rang (I) du deuxième (II) rang du susdit canton, depuis le lot numéro soixante-six (66) exclusivement du rang deux (II) jusqu'au lot numéro (78) soixante-dix-huit aussi exclusivement du premier rang (I) du dit canton et par le lot soixante-dix-huit exclusivement du premier rang du même canton.

Deuxièmement, dans le canton Jersey, le dit territoire est borné au sud-est par les lots numéros trente-six (36) inclusivement, des neuvième (IX) et huitième (VIII) rangs, par les lots numéros quarante-six (46) inclusivement des septième (VII), sixième (VI) et cinquième (V) rangs ; au sud-ouest par la ligne qui sépare les rangs cinq (V) et quatre (IV) de Jersey en allant vers le nord jusqu'au rang appelé troisième (III) rang nord-est de Jersey ; à l'ouest par la ligne est du susdit troisième rang nord-est de Jersey jusqu'à la ligne entre les lots numéros quatre (4) et trois (3) du même rang, par la ligne sud-ouest des terres du canton Jersey qui ont leur profondeur sur la Rivière du Loup jusqu'à la seigneurie Aubin Delisle ; enfin au nord-ouest par la ligne de la dite seigneurie jusqu'à la rencontre de la Rivière du Loup.

La dite paroisse de Saint-Côme de Kennebec, comprenant un territoire d'environ neuf mille de front sur sept mille de profondeur.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les dites limites et bornes de la paroisse de SAINT-COME, ci-dessus décrites ;

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINT-COME, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus tous Nos feaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance, et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secrétaire.

2697

Avis du Gouvernement

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 27 juin, 1889.

Avis est par le présent donné, qu'une demande a été présentée au Lieutenant-Gouverneur, par le

proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of SAINT-COME, in the County of BEAUCE, in the said Roman Catholic Diocese to be as follows, that is to say :

" All the territory bounded as follows, to wit :

Firstly, in the township Linière, the said parish shall be bounded to the north-west by the seigniorie Aubin Delisle, to the north by the township Watford ; on the north east, by the townships Metgermette-north and Metgermette-south, to the south-east and to the south-west by the lots numbers thirty five (35) exclusive of the fourth and third ranges (IV and III) of Linière, by the lot No. sixty six (66) exclusive of the second (II) range of the same township, by the line separating the first range (I) from the second (II) range of the aforesaid township, from the lot number sixty six (66) exclusive of the second (II) range, to the lot No. 78 seventy eight also exclusive of the first (I) range, of the said township, and by the lot seventy eight exclusive of the first range of the said township.

Secondly, in the township Jersey, the said territory is bounded to the south east, by the lots numbers thirty six (36) inclusive of the ninth (IX) and eighth (VIII) ranges, by the lots numbers forty six (46) inclusive of the seventh (VII), sixth (VI) and fifth (V) ranges ; to the south west by the line separating the fifth (V) range from the fourth (IV) range of Jersey, going towards the north up to the range called third (III) north east range of Jersey ; to the west by the east line of the aforesaid third north east range of Jersey up to the line between the lots numbers four (4) and three (3) of the same range, by the south-west line of the lands of the township Jersey, which lands have their depth on Rivière du Loup up to the seigniorie Aubin Delisle, hasty to the north west by the line of the said seigniorie till it meets Rivière du Loup.

The said parish of Saint Côme de Kennebec comprising a territory of about nine miles in front by seven miles in depth.

Now Know Ye, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINT-COME, aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of SAINT-COME, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Act ;

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of JUNE in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty-nine, and in the fifty third year of Our Reign.

By command,

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secretary.

2698

Government Notices

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 27th June, 1889.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor, by the mu-

conseil, municipal du comté de Richelieu, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlement ou résolution faits ou passés par le dit conseil. Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivront la seconde et dernière publication du présent avis.

2669 PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secrétaire.

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 26.

ANNONCES NOUVELLES.

FAILLIS : Pages

Cession :

Bachand	1432
Belisle	1432
Claxton & Co.	1433
Dme Matthews	1433
Hardy & Cie	1434
Peatman	1433
Scully	1432

Requêtes :

Dieterle	1423
Duckett & Co	1423
Jacques	1432
Kenna	1422
Kerr Piano Co.	1422
Martineau	1423
Mathieu	1422
Tranquille	1423
Warren	1433

Nomination de curateur :

Boivin	1433
Dallaire	1424
Hauver	1424
MacRae & Co.	1421
McCrudden, jr.	1423
McDonald	1424
Morin	1422
Samsen	1432

LETTRES PATENTES ÉMIS :

La Compagnie d'Hôtel de New-Carlisle ..	1416
---	------

PROCLAMATION :

Partie de Saint-Damase annexée à Saint-Michel de Rougemont	1407
--	------

RÈGLES DE COUR :

Cité de Montréal vs Dme Perrault	1419
Ranson et al vs Jacobs	1421

SÉPARATION DE BIENS :

Dme Boivin vs Fournier	1419
Dme Cuttill vs Koppel	1431
Dme Prince vs Hébert	1431

TARIF des honoraires des notaires

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc.

Wotton	1431
--------------	------

municipal council of the county of Richelieu, to obtain the authorization to publish in french only all notices, by-law or resolution made or passed by said council. All representations to the contrary shall be filed in the delay of two months that shall follow the second and last publication of the present notice.

2670 PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secretary.

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 26

NEW ADVERTISEMENTS.

CROWN LANDS : Pages

Notice of cancellation, &c.

Wotton	1431
--------------	------

INSOLVENTS :

Appointment of curator :

Boivin	1433
Dallaire	1424
Hauver	1424
MacRae & Co.	1421
McCrudden, jr.	1423
McDonald	1424
Morin	1422
Samsen	1432

Assignment :

Bachand	1432
Belisle	1432
Claxton & Co.	1433
Dme Matthews	1433
Hardy & Co.	1434
Peatman	1433
Scully	1432

Dividend :

Dieterle	1423
Duckett & Co	1423
Jacques	1424
Kenna	1424
Kerr Piano Co.	1421
Martineau	1423
Mathieu	1424
Tranquille	1422
Warren	1432

LETTERS PATENT GRANTED :

La Compagnie d'Hôtel de New-Carlisle ..	1416
---	------

PROCLAMATION :

Part of Saint Damase annexed to Saint Michel de Rougemont	1407
---	------

RULES OF COURT :

City of Montreal vs Dme Perrault	1419
Ranson et al vs Jacobs	1421

SALES IN INSOLVENCY :

Hambleton	1434
-----------------	------

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Boivin vs Fournier	1419
------------------------------	------

VENTES, FAILLITE :

Hambleton..... 1434

VENTES PAR LES SHERIFS :

MONTREAL :

Homier *et al* *ès-ql* vs Lefebvre 1426
 Parsons vs EVANS 1426

QUÉBEC :

Trudel vs Giroux..... 1427

SAGUENAY :

Boivin vs Bouchard 1428

ST. FRANÇOIS :

Wallman vs Smith..... 1429

TROIS-RIVIÈRES :

Mineau vs Gervais 1430

Dme Cuttill vs Koppel..... 1431
 Dme Prince vs Hébert..... 1431

TARIFF of Notarial fees 1410

SHERIFFS' SALES :

MONTREAL :

Homier *et al* *ès-ql* vs Lefebvre 1426
 Parsons vs EVANS 1426

QUÉBEC :

Trudel vs Giroux..... 1427

SAGUENAY :

Boivin vs Bouchard..... 1428

ST. FRANCIS :

Wallman vs Smith..... 1429

THREE RIVERS :

Mineau vs Gervais 1430

